

1- INFORMATION RELATIVE AU DEMANDEUR

Raison sociale	
N° CC	
Domaine d'activité	
Fax	
Tél	
Email	
Adresse postale	
Pays	

Personne à contacter (au sein de l'organisme demandeur) si un complément d'information doit être demandé :

Nom & Prénoms :

.....

Email :

.....

Tél :

.....

Demande déposée conjointement avec celle des organismes suivants ¹:

Raison sociale	
N° CC	
Domaine d'activité	
Fax	
Tél	
Email	
Adresse postale	
Pays	

Raison sociale	
N° CC	
Domaine d'activité	
Fax	
Tél	
Email	
Adresse postale	
Pays	

¹ Case à cocher en cas de demande déposée conjointement avec un ou d'autres demandeur(s) en vue de faire un usage commun du label.

Raison sociale	
N° CC	
Domaine d'activité	
Fax	
Tél	
Email	
Adresse postale	
Pays	

En cas d'attribution du « LABEL ARTCI AUDIT DE TRAITEMENTS », le demandeur s'engage à maintenir sa collaboration pendant toute la durée de validité du label avec les organismes avec lesquels a été déposée une demande conjointe.

Le demandeur reconnaît qu'en cas d'interruption de la collaboration avec ces organismes, dans le cas où il souhaiterait conserver le label, il s'engage à déposer une nouvelle demande de délivrance de label.

Toute demande déposée conjointement par plusieurs organismes ou plusieurs personnes physiques rend solidairement responsables lesdits organismes et personnes des conséquences d'un non respect des dispositions prévues aux présentes, s'agissant de l'obtention et du maintien du « LABEL ARTCI AUDIT DE TRAITEMENTS ». En conséquence, le non-respect des critères d'obtention et de maintien de ce label pour l'un des organismes ou l'une des personnes physiques peut entraîner le retrait du label à l'égard de l'ensemble des organismes et personnes physiques qui en sont titulaires.

2 - INFORMATIONS RELATIVES A LA PROCEDURE D'AUDIT

Intitulé de la procédure	
Présentation de la procédure	

3 - EXIGENCES DU REFERENTIEL²

L'évaluation des procédures d'audit de traitements de données à caractère personnel s'effectuera au regard des exigences résultant du référentiel³ telles que détaillées dans les tableaux ci-après :

Exigence	Moyens mis en œuvre ⁴	Pièces justificatives ⁵
Exigences relatives aux principes à respecter		
Le requérant a mis en place une démarche visant à s'assurer de la conformité à la loi N°2013-450 du 19 juin 2013 de l'ensemble des traitements qu'il met en œuvre pour l'ensemble de ses activités, dont l'audit.		
La procédure de labellisation comprend l'engagement que les auditeurs respectent les principes de déontologie professionnelle, de présentation impartiale des résultats, de conscience professionnelle et d'indépendance.		

² Tous les champs sont obligatoires

³ Décision n° (.) de l'Autorité de protection en date du (.) portant adoption d'un référentiel pour la délivrance de labels de procédure d'audit de traitements de données à caractère personnel.

⁴ (.) Nombre de caractères maximum – Présentation et explication des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences du référentiel

⁵ (.) Nombre de caractères maximum – Eléments de preuve et justificatifs des moyens mis en œuvre

Exigences relatives à tous les auditeurs		
Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs ont une expérience professionnelle de cinq (5) ans au minimum.		
Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs ont suivi une formation à la méthodologie d'audit (principes, procédures et techniques d'audit, documents relatifs à l'audit, lois, réglementations et autres exigences applicables pertinentes pour la discipline...) de vingt (20) heures au minimum par an au cours de chacune des cinq dernières années.		
Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs ont participé à vingt (20) audits au minimum, depuis leur déclenchement jusqu'à leur clôture, dans les cinq (5) dernières années. Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs ont neuf cents (900) jours d'expérience d'audit au minimum sur les cinq (5) dernières années.		
Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs continuent à se perfectionner professionnellement.		
Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs sont évalués selon des critères et des méthodes définies dans le cadre de chaque audit et que les auditeurs qui ne satisfont pas à ces critères complètent leur formation ou leur expérience.		

Exigences relatives aux responsables d'équipe d'audit		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les responsables d'équipe d'audit ont participé à quatre (4) audits au minimum, depuis leur déclenchement jusqu'à leur clôture, dans les deux dernières années.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les responsables d'équipe d'audit ont cent quatre-vingts (180) jours d'expérience d'audit au minimum en tant que responsable d'équipe d'audit au cours des deux (2) dernières années</p>		
Exigences relatives aux auditeurs « juridiques »		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs « juridiques » ont obtenu un diplôme de maîtrise en droit en droit des affaires ou équivalent dans le secteur du droit au minimum.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs « juridiques » ont une expérience professionnelle de deux (2) ans au minimum dans le domaine de la protection des données à caractère personnel (exemple : conseil, contentieux, accomplissement de formalités préalables...).</p>		

Exigences relatives aux auditeurs « techniques »

<p>Exigences relatives aux auditeurs « techniques »</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs « techniques » ont obtenu un diplôme de Bac + 4 ou équivalent dans le domaine de l'informatique ou des systèmes d'information au minimum.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs « techniques » ont suivi une formation sur les référentiels utiles au management de la sécurité des systèmes d'information (réglementation, normes, méthodes, bonnes pratiques, gestion des risques...) de trente (30) jours, en une ou plusieurs fois, au minimum, au cours des deux (2) dernières années.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent de s'assurer que les auditeurs « techniques » ont suivi une formation dans le domaine de la protection des données à caractère personnel.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs « techniques » ont suivi une formation d'audit de sécurité technique (intrusion, investigation, détection de vulnérabilités techniques...) de trente jours (30), en une ou plusieurs fois, au minimum,</p>		

<p>au cours des deux (2) dernières années.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les auditeurs « techniques » ont une expérience professionnelle de deux (2) ans au minimum dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information.</p>		
Exigences relatives à la préparation des audits		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les responsabilités de chacun, les objectifs, le champ, les critères et le déroulement de l'audit sont définis avec le commanditaire en tenant compte des éventuels audits préalablement réalisés.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que la faisabilité de l'audit est étudiée et que les actions nécessaires sont prises en fonction de cette étude.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que l'équipe d'audit est constituée en fonction des compétences « juridiques » et « techniques » nécessaires pour atteindre les objectifs de l'audit et dans le respect des principes relatifs aux auditeurs.</p>		

<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit prévoient l'insertion d'une clause particulière dans le contrat établi entre le prestataire et le commanditaire de l'audit, afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel qui pourraient, le cas échéant, être portées à la connaissance du prestataire dans le cadre de l'audit.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que la documentation examinée par l'auditeur est consultée dans les locaux de l'audit ou est anonymisée si elle est consultée hors des locaux de l'audit. Ce principe est inscrit dans la clause de confidentialité établie entre le prestataire et le commanditaire de l'audit.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que la documentation examinée par l'auditeur est adéquate pour réaliser l'audit et que le commanditaire de l'audit en est informé si ce n'est pas le cas. Pour qu'elle soit adéquate, elle comprend notamment les critères et les conclusions des éventuels audits préalablement réalisés, ainsi que les politiques internes relatives à la protection des données à caractère personnel, dans le champ de l'audit.</p>		

<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les instruments de recueil d'informations qui seront employés par l'équipe d'audit (questionnaires, guides d'entretien, logiciel d'analyse...) sont pertinents au regard des vérifications prévues et qu'ils sont éprouvés (des tests préliminaires ont été réalisés, des utilisations antérieures ont démontré leur justesse...).</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les échantillonnages réalisés (personnes interrogées, vérifications effectuées, données contrôlées...) sont suffisamment représentatifs.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que le plan d'audit, la manière dont les actions d'audit seront menées et les circuits de communication sont validés avec les responsables des activités du champ de l'audit et leurs questions traitées.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que le responsable de l'équipe d'audit élabore un plan d'audit validé par le commanditaire de l'audit. Ce plan d'audit contient notamment les objectifs de l'audit, les critères d'audit, les documents de référence, le champ d'audit, les dates, lieux, horaires et durée d'audit sur site, les rôles et responsabilités ainsi que la mise à disposition des</p>		

<p>ressources appropriées et, éventuellement, les objections de l'audit. Les critères d'audit tiennent compte des audits préalablement réalisés et des politiques internes relatives à la protection des données à caractère personnel.</p>		
---	--	--

Exigences relatives à la réalisation des audits

<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que l'accès et l'utilisation de données à caractère personnel nécessitant une habilitation particulière sont réservés aux personnes dûment habilitées à le faire, et ce dans le respect de la loi et de la réglementation. Ce principe est inscrit dans le contrat établi entre le prestataire et le commanditaire de l'audit.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent de vérifier que seules les personnes disposant d'une habilitation particulière ont effectivement accès aux données et peuvent les utiliser.</p>		

<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que l'audit, et, si nécessaire, le commanditaire de l'audit, est informé de l'avancement et de toute difficulté rencontrée de manière régulière. Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les preuves d'audit sont constituées à partir d'une vérification « juridique » et « technique » des informations recueillies et consignées.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les données à caractère personnel collectées en tant que preuve sont soit anonymisées, soit uniquement consultables au sein des locaux de l'audit, tout en étant conservées de manière à assurer leur confidentialité. Ce principe est inscrit dans la clause de confidentialité établie entre le prestataire et le commanditaire de l'audit.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les constats d'audit sont élaborés en évaluant la conformité des preuves d'audit par rapport aux critères d'audit.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que l'équipe d'audit prépare les conclusions d'audit sur la base des constats d'audit.</p>		

<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les preuves, les constats et les conclusions d'audit sont présentés à l'audit afin de vérifier sa compréhension et de faire reconnaître les preuves comme exactes et que toute divergence d'opinion subsistant à l'issue de la discussion est consignée.</p>		
Exigences relatives à la finalisation des audits		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que le rapport d'audit fournit un enregistrement complet, concis, précis et clair de l'audit (contenant au minimum : date du rapport d'audit, objectifs de l'audit, champ d'audit, commanditaire de l'audit, équipe d'audit, dates et lieux des activités d'audit sur site, critères d'audit, constats d'audit et conclusions d'audit), est émis dans les délais convenus à moins qu'une nouvelle date d'émission ne soit fixée, est approuvé selon la procédure retenue et est diffusé aux destinataires identifiés par le commanditaire de l'audit.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'assurer que les documents relatifs à l'audit (documentation fournie, plan d'audit, preuves d'audit, rapport d'audit...) sont</p>		

conservés de manière à préserver leur confidentialité ou détruits de manière définitive et sécurisée s'ils ne sont plus utiles à l'issue de l'audit.		
--	--	--

Exigences relatives aux bases de connaissances utilisées		
La procédure d'audit s'appuie sur une base de connaissances en conformité avec la législation de Côte d'Ivoire.		
La procédure d'audit s'appuie sur une base de connaissances reflétant l'état de l'art en matière de sécurité des systèmes d'information et dispose d'une méthode permettant de la mettre à jour régulièrement.		
Exigences relatives à l'organisme audité		
Le cabinet d'audit dispose d'une méthode permettant d'identifier la structure organisationnelle de l'organisme audité, les systèmes d'information, les flux d'information concernés et les normes juridiques spécifiques dans le champ de l'audit.		
La procédure d'audit permet d'apprécier l'existence et l'efficacité de l'organisation et de la documentation pour gérer les traitements de données à caractère		

personnel dans le champ de l'audit.		
La procédure d'audit permet d'apprécier, dans le cas où l'audité dispose d'un correspondant à la protection des données à caractère personnel les moyens qui lui sont accordés pour réaliser sa mission et le bilan de celle-ci.		
Exigences relatives à l'identification des traitements		
La procédure d'audit décrit un processus méthodologique d'énumération de tous les traitements identifiés à l'intérieur du champ de l'audit.		
La procédure d'audit contient un processus de détection des traitements éventuellement non identifiés par le responsable de traitement au sein du champ de l'audit.		
La procédure d'audit permet les recours éventuels à des prestataires extérieurs.		
La procédure d'audit permet d'identifier et de catégoriser l'ensemble des données à caractère personnel utilisées dans les traitements inclus dans le champ de l'audit.		

<p>La procédure d'audit permet de caractériser la responsabilité de l'organisme audité au regard des traitements au sein du champ de l'audit, en déterminant notamment si l'organisme est responsable de traitement ou sous-traitant au sens de la Loi n°2013-450 du 19 juin 2013.</p>		
<p>La procédure d'audit permet de déterminer la loi nationale de protection des données applicable à chaque traitement se trouvant dans le champ de l'audit.</p>		
<p>La procédure d'audit contient une approche méthodologique pour réaliser un bilan des formalités préalables ou des éléments portés dans le registre du correspondant à la protection des données à caractère personnel le cas échéant permettant de vérifier leur exhaustivité et leur exactitude.</p>		
<p>Exigences relatives à l'appréciation de la licéité des traitements</p>		
<p>La procédure d'audit permet d'obtenir une description exacte des finalités des traitements inclus dans le champ de l'audit.</p>		
<p>La procédure d'audit permet d'apprécier le fondement légal de chaque traitement inclus dans le champ de l'audit.</p>		

<p>La procédure d'audit comprend une démarche particulière pour déterminer si les données à caractère personnel des traitements inclus dans le champ de l'audit sont pertinentes, adéquates et non excessive au regard des finalités identifiées.</p>		
<p>La procédure d'audit permet d'évaluer si les données à caractère personnel utilisées sont toutes nécessaires au regard de la finalité recherchée et si certaines d'entre elles pourraient être partiellement ou totalement anonymisées tout en permettant d'atteindre la finalité désirée.</p>		
<p>La procédure d'audit permet d'évaluer la qualité de la méthode de recueil des données à caractère personnel auprès de personnes concernées, notamment pour apprécier son caractère loyal et licite.</p>		
<p>La procédure d'audit permet de s'assurer que les traitements confiés à des prestataires font l'objet d'un contrat de prestation de service.</p>		
<p>La procédure d'audit permet de s'assurer que les contrats de prestation de services contiennent des dispositions relatives aux mesures de sécurité et des instructions claires données par le responsable de traitement à son prestataire.</p>		

<p>La procédure d'audit dispose d'une méthode d'identification des flux de données hors des Etats membres de la CEDEAO.</p>		
<p>La procédure d'audit permet de vérifier l'existence et la conformité des instruments juridiques permettant d'encadrer les transferts hors des Etats membres de la CEDEAO.</p>		
Exigences relatives à l'étude des personnes accédant aux données		
<p>Le cabinet d'audit dispose d'une méthode permettant de recenser et de catégoriser l'ensemble des personnes qui, en raison de leurs fonctions, sont chargées de traiter les données à caractère personnel qui sont incluses dans le champ de l'audit.</p>		
<p>Les règles en vigueur au sein du cabinet d'audit permettent d'évaluer la politique d'habilitation appliquée à chaque personne ayant un accès légitime aux données identifiées, au regard du principe de limitation des accès au besoin d'en connaître.</p>		
Exigences relatives à l'analyse des durées de conservation		
<p>La procédure d'audit comprend une démarche particulière pour recenser les durées de conservation des données à caractère personnel utilisées.</p>		

<p>La procédure d'audit comprend une démarche particulière pour déterminer si les durées de conservation sont adéquates.</p>		
<p>La procédure d'audit prévoit des contrôles pertinents sur les systèmes d'information par des auditeurs « techniques » afin de vérifier si les durées de conservation appliquées sont conformes aux durées prévues.</p>		
<p>La procédure d'audit prévoit des contrôles afin de vérifier que les données font l'objet d'une suppression effective à l'expiration de leur durée de conservation.</p>		
<p>La procédure d'audit examine également la politique d'archivage des données à caractère personnel, le cas échéant, au regard des recommandations de l'ARTCI en la matière.</p>		
<p>Exigences relatives à l'étude de la sécurité</p>		
<p>La procédure d'audit permet d'analyser et d'évaluer la démarche mise en œuvre par les responsables de traitement pour assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel entrant dans le champ de l'audit.</p>		
<p>La procédure d'audit comprend une démarche particulière pour identifier les principaux risques que les traitements dans le champ de l'audit font peser sur les libertés et la vie privée des</p>		

<p>personnes concernées en cas d'atteinte à la sécurité des données à caractère personnel, en tenant compte des éventuels sous-traitants. Cette démarche permet notamment d'estimer ces risques en termes de gravité et de vraisemblance.</p>		
<p>La procédure d'audit comprend une démarche particulière pour identifier les mesures de sécurité mises en œuvre et pour évaluer leur pertinence vis-à-vis des risques identifiés et estimés, notamment pour gérer les incidents de sécurité liés aux données à caractère personnel.</p>		
<p>La procédure d'audit permet de déterminer si les mesures de sécurité identifiées sont correctement mises en œuvre et s'appuie sur des vérifications adéquates effectuées sur les systèmes d'information, réalisées par des auditeurs « techniques ».</p>		
Exigences relatives à l'étude du respect du droit des personnes		
<p>La procédure d'audit permet de vérifier que les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, de rectification et le cas échéant d'un droit d'opposition.</p>		
<p>La procédure d'audit permet de contrôler que les droits des personnes peuvent être exercés de manière effective, et dans des délais raisonnables.</p>		

<p>La procédure d'audit permet de vérifier que les personnes disposent d'une information correcte, accessible et claire sur leurs droits.</p>		
Exigences relatives à l'étude des traitements particuliers		
<p>La procédure d'audit permet de déterminer le régime juridique dont relèvent les traitements au sein du champ de l'audit et d'étudier la conformité aux dispositions particulières afférentes en matière de protection des données à caractère personnel, notamment: l'utilisation de traitements soumis à autorisation préalable de l'Autorité de protection des données à caractère personnel</p>		



AGREMENT D'AUDIT DE TRAITEMENTS DES DONNEES PERSONNELLES

**Autorité de Protection des
Données à caractère Personnel**

Côte d'Ivoire - Abidjan
18 BP 2203 Abidjan 18
Tél. : +225 20 34 43 89 / 22 34 43 73 / 74
Fax : +225 20 34 43 75
Email: courrier@artci.ci
Site web: www.artci.ci